



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

Chartres, le 03 octobre 2013

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS
D'EXPLOITATION

SOCIETE TERRALYS

COMMUNE DE GUILLONVILLE

Par bordereau du 15 mai 2013, Monsieur le préfet d'Eure-et-Loir a transmis à l'inspection des installations classées, pour avis, la demande de modification des conditions d'exploitation de la plate-forme de compostage située sur le territoire de la commune de Guillonville présentée par la société TERRALYS.

Ce dossier a été complété par messagerie électronique reçue le 12 août 2013.

Par courrier du 28 octobre 2010, la société TERRALYS a fait part de son classement au titre des droits acquis à l'antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées introduits par le décret n°2009-1341 du 29 octobre 2009.

I – OBJET DU DOSSIER

1.1. Présentation de l'établissement

La société TERRALYS dont le siège social est situé 38 avenue Jean Jaurès 78440 GARGENVILLE exploite une plate-forme de compostage sise Vallée de Pérollet sur la commune de Guillonville.

Un récépissé de déclaration n°2006/017 du 26 avril 2006 a été délivré à la société AGRO DEVELOPPEMENT en vue d'exploiter une installation de fabrication des engrais et supports de culture à partir de matières organiques, un dépôt de fumier, engrais et supports de culture et une installation de broyage-concassage, criblage, mélange de substances végétales et tous produits organiques naturels situés Vallée de Pérollet à Guillonville sous les rubriques 2170-2, 2171 et 2260-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Un récépissé de changement d'exploitant a été délivré le 3 décembre 2007 au profit de la société TERRALYS.

La plate-forme a démarré son activité en janvier 2008.

L'exploitant a transmis par courrier du 12 novembre 2009 un dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour la rubrique 2780, visant à l'augmentation des capacités de la plate-forme, à son extension géographique et à la diversification du type de déchets admissibles. Celui-ci a fait l'objet de diverses demandes de compléments de la part de l'inspection des installations classées. L'extension de la plate-forme n'étant pas compatible avec le zonage du Plan Local d'Urbanisme, le projet d'agrandissement a été abandonné.

Le décret n°2009-1341 du 29 octobre 2009 a modifié la nomenclature des installations classées en créant la rubrique 2780 dédiée spécifiquement aux installations de compostage et en modifiant la rubrique 2170.

Dans sa déclaration d'antériorité du 28 octobre 2010, les activités exercées ont été classées par l'exploitant sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2780	1	D	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires.		Quantité de matières traitées	>=3 et <30	t/j	29	t/j
2780	2a	A	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 2. Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1.		Quantité de matières traitées	>= 20	t/j	26	t/j

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2780	3	A	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 3. Compostage d'autres déchets.	Quantité journalière maximale de matière traitée : 1,12 t	Sans	Sans			
2170		D	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781.		Capacité de production	>1 et <10	t/j	9	t/j
2171		D	Fumiers, engrais et supports de culture (Dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole.		Volume	> 200	m³	3 600	m³
2260	2b	D	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. 2. Autres installations que celles visées au 1.		Puissance installée	> 100 et ≤500	et kW	450	kW
2714	2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.		Volume susceptible d'être présent	≥100 et <1 000	et m³	950	m³
2716	2	DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.		Volume susceptible d'être présent	≥100 et <1 000	et m³	500	m³

Régime : A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumise à contrôle périodique), ou NC (non classé).

L'installation est désormais soumise au régime de l'autorisation.

Le reclassement de l'installation du régime de la déclaration à celui de l'autorisation rend opposable de fait à l'exploitant les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement.

1.2. Présentation de la demande

Eléments de contexte

Lors de l'inspection des installations de la société TERRALYS du 26 juillet 2012, il a été constaté :

- un dépassement du tonnage global de matières traitées en 2011 (17 521 t) par rapport au tonnage de référence indiqué dans le dossier de déclaration de 2006 (environ 12 000 t) et par rapport au tonnage déclaré le 28 octobre 2010 (14 839 t) par l'exploitant dans sa déclaration d'antériorité ;
- Un dépassement des quantités de compost produites en 2010 (13,6 t/j) et 2011 (21,26 t/j) par rapport à la quantité déclarée dans le dossier de déclaration de 2006 (9,8 t/j).

Un arrêté préfectoral du 21 février 2013 a mis en demeure l'exploitant de déposer un dossier de modification des conditions d'exploitation en régularisation au préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

La société TERRALYS souhaite modifier les tonnages demandés dans sa demande d'antériorité déposée en 2010, pour prendre en compte les structurants notamment les déchets verts liés au compostage des boues dans la somme des déchets traités sous la rubrique 2780-2.

Cela conduit à augmenter la capacité de traitement de ses installations de 26 t/j à 55 t/j au titre de la rubrique 2780-2 du code de l'environnement.

La société TERRALYS souhaite conserver le plan d'épandage référencé EP/8I9I/7A59/09/06 de juin 2009 déclaré en août 2009 en vertu de l'article 5.8 de l'arrêté ministériel du 07/01/2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°

2170 " engrais et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques " et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobie (compostage) des matières organiques (arrêté ministériel abrogé par l'article 4 de l'arrêté du 12 juillet 2011 (JO du 6 août 2011)). Ce plan d'épandage concerne le compost non normalisé et les eaux résiduaires issues du bassin des lixiviats.

1.3. Cadre administratif de l'instruction

Demande d'antériorité

Le décret n°2009-1341 du 29 octobre 2009 a modifié la nomenclature des installations classées en créant la rubrique 2780 dédiée spécifiquement aux installations de compostage et en modifiant la rubrique 2170.

Eu égard à ces évolutions réglementaires, il a été demandé à l'exploitant de se positionner par rapport aux nouveaux seuils de classement introduits, afin, le cas échéant, de faire valoir son fonctionnement au bénéfice du droit acquis lié à l'antériorité. En effet, l'article L. 513-1 du Code de l'environnement précise que les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation ou déclaration à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

Modification de la quantité de matières traitées

L'exploitant sollicite la modification des conditions d'exploitation dans le cadre de l'article R. 512-33 II du Code de l'environnement qui dispose que «Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

Cette modification doit être appréciée en fonction des dangers et inconvénients supplémentaires par rapport à l'activité existante.

Conformité à l'arrêté ministériel du 22 avril 2008

L'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixe les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation.

Par courrier du 2 août 2012, le préfet d'Eure-et-Loir a demandé à l'exploitant de faire connaître les dispositions techniques et organisationnelles mises en place afin que ses installations soient conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008.

L'exploitant a répondu par courrier du 29 août 2012. Celui-ci a relevé 5 écarts avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008. L'exploitant a fixé à novembre 2012 la dernière échéance de mise en conformité de ses installations.

II - EXAMEN DE LA DEMANDE

2.1. Classement

Le nouveau classement du site est :

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
----------	--------	------------------	-----------------------------------	--------------------------	-----------------------	------------------	------------------	-----------------	---------------------------

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2780	2a	A	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 2. Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1.	Installation de compostage Quantité de matières traitées de 20 075 t/an	Quantité de matières traitées	>= 20	t/j	55	t/j
2780	3	A	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 3. Compostage d'autres déchets.	Quantité journalière maximale de matière traitée : 1,12 t/j	Sans	sans			
2171		D	Fumiers, engrais et supports de culture (Dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole.	Dépôt de fumiers, engrais et supports de culture	Volume	> 200	m ³	3 600	m ³
1432		NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430.	Une cuve de fioul de capacité 2,5 m ³	Capacité équivalente totale	> 10	m ³	0,5	m ³
1435		NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.	Volume annuel de fuel distribué : 20 m ³	Volume annuel de carburant distribué (volume équivalent)	> 100	m ³	4	m ³

Régime : A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumis à contrôle périodique), ou NC (non classé).

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

2.2. Impacts de la modification du tonnage de référence

Les impacts sont limités.

2.2.1 Intégration dans le paysage

Le site est identique, il n'y a pas d'agrandissement de surface ou d'autre modification.

Selon l'exploitant, la plate forme est intégrée de façon discrète dans le paysage grâce à sa situation isolée privilégiée.

2.2.2 Impact sur l'eau

- Alimentation

Le site n'est pas alimenté en eau potable mais il dispose d'un forage sur site pour la production d'eau utilisée pour le lavage des engins, des poids lourds et les sanitaires du personnel.

Le personnel est approvisionné en eau potable grâce à l'achat de bouteilles d'eau minérale.

- Consommation

La consommation du site en eau de forage a augmenté très légèrement entre 2008 (300 m³) et 2012 (324 m³) principalement due à l'augmentation du trafic des poids lourds et, ainsi, au lavage des camions.

- Mode de collecte des eaux

Selon l'exploitant, l'augmentation des tonnages entrants ne modifie pas la nature ni la gestion actuelle des eaux sur le site.

- Rejets aqueux

➤ Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques restent dirigées vers la fosse septique du site.

➤ Eaux de lavage des engins/ véhicules

Selon l'exploitant l'augmentation des tonnages réceptionnés n'a pas d'influence sur les caractéristiques des effluents ; la gestion des eaux de lavage reste identique à la gestion actuelle. Elles restent dirigées, après passage dans un débourbeur déshuileur vers le bassin de lixiviats du site recueillant les eaux de ruissellement.

➤ Eaux de ruissellement

Les eaux de ruissellement collectées sur le site sont constituées des eaux pluviales ruisselant sur les surfaces imperméabilisées (enrobé bitumineux). Les lixiviats sont stockés dans une lagune de 2 000 m³. Ils sont utilisés prioritairement pour arroser les andains en cours de fermentation, le reste étant épandu conformément à l'étude préalable référencée EP/8191/7A59/09/06 de juin 2009 transmise à l'inspection des installations classées en août 2009.

Selon l'exploitant, les caractéristiques des effluents restent inchangées et le volume de lixiviats généré n'a pas augmenté car la surface imperméabilisée du site reste la même.

➤ Eaux d'extinction d'un incendie

Les eaux d'extinction d'un incendie sont recueillies dans la lagune de 2 000 m³.

2.2.2 Impact sur l'air et les odeurs

Selon l'exploitant, les rejets atmosphériques sont exclusivement de type diffus et les zones de rejet restent identiques quelque soit le tonnage de déchets reçus en compostage :

- les gaz émis par les déchets réceptionnés,
- les gaz dégagés par le stockage du mélange déchets-structurants,
- les gaz dégagés par la fermentation des andains,
- les gaz dégagés lors de la phase de maturation du compost,
- les poussières générées lors des opérations de criblage ou de broyage.

Les premières habitations se situent à 800 mètres de la plate-forme de compostage et ne se trouvent pas sous les vents dominants.

L'exploitant s'appuie sur l'étude de dispersion des odeurs réalisée dans le cadre de la demande d'autorisation déposé en 2009 pour un tonnage entrant de 190 tonnes/jour.

Les résultats de modélisation de la dispersion atmosphérique des odeurs réalisée en 2009 montrent que les concentrations d'odeurs ne dépassent pas la limite de 5 u.o.E/m³ plus de 175 heures par an conformément à l'arrêté ministériel du 22 avril 2008. Le seuil de 5 u.o.E/ m³ est susceptible d'être dépassé au maximum 1,86 % du temps au niveau des premières habitations soit moins de 2 %, seuil autorisé par l'arrêté ministériel du 22 avril 2008.

L'exploitant indique que pour une quantité de matières entrantes de 56 tonnes, plus de 3 fois moins par rapport à l'étude, le site est en conformité avec la réglementation.

Compte-tenu de ce qui précède, l'exploitant indique que l'impact de l'augmentation de capacité de traitement de la plate-forme dans le domaine de l'air peut être considéré comme négligeable.

2.2.3 Impact sur le bruit

L'exploitant indique qu'une campagne de mesures a été effectuée en limite de propriété de la plate-forme de compostage le 15 juin 2009 conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Cette campagne de mesures montre que les niveaux sonores enregistrés en limite de propriété sont conformes aux valeurs de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, à savoir qu'ils sont inférieurs à 70 dBA en période de jour.

L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de modification majeure d'activité sur le site depuis la réalisation de cette étude, le travail se réalisant uniquement de journée.

L'exploitant ajoute que les équipements bruyants sont moins nombreux sur le site qu'au moment de la réalisation de cette étude puisque le retourneur d'andains n'est plus utilisé.

L'augmentation du tonnage réceptionné influe sur la fréquence et la durée des activités du broyeur et du crible. L'exploitant rappelle que le broyeur ou le crible ne peuvent fonctionner en même temps, et que ces installations sont des sources de bruit ponctuel ne fonctionnant pas de façon permanente.

2.2.4 Impact sur les déchets

La nature des déchets produits par le site n'a pas évolué entre 2008 et 2012 : déchets de plastiques issus du tri des déchets verts entrants, cartouches de graisse, boues issues du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures, déchets de bureau.

Les déchets de bureau et de maintenance du site restent sensiblement équivalents.

L'exploitant retrouve plus de plastiques issus du tri des déchets verts entrants.

Selon l'exploitant, cette augmentation est proportionnelle à l'augmentation des déchets verts qui a permis d'améliorer la qualité de ses composts.

L'exploitant ajoute que depuis l'ouverture du site, tous les composts sortants ont été normalisés et qu'aucun compost n'est parti en épandage.

2.2.5 Impact sur le trafic routier

L'augmentation de la capacité de traitement de la plate-forme de compostage de 33 t/jour à 55 t/jour a généré une augmentation de trafic de 343 véhicules par an entre la situation de 2008 et de 2012, représentant environ le passage d'un camion par jour supplémentaire.

Les véhicules proviennent essentiellement du département d'Eure-et-Loir et du Loiret, ils n'empruntent donc pas tous le même itinéraire.

L'exploitant ajoute qu'il est à noter également la présence d'une carrière de calcaire au voisinage du site susceptible de générer également un trafic important de véhicules lourds.

2.2.5 Plaintes

Selon l'exploitant, aucune plainte de riverains liée aux nuisances olfactives, au bruit ou au trafic supplémentaire généré par cet accroissement d'activité de la plate-forme n'a été émise.

L'inspection des installations classées n'a pas eu connaissance de plaintes liées aux activités de la société TERRALYS.

2.3. Conformité à l'arrêté ministériel du 22 avril 2008

L'exploitant a transmis une évaluation de la conformité réglementaire de ses installations mise à jour le 01 août 2012.

Il ressort de cette évaluation que l'installation de compostage respectait l'ensemble des dispositions de l'arrêté du 22 avril 2008 sauf en ce qui concerne des dispositions des articles 12, 19, 23, 29 et annexe II. L'exploitant a établi un échéancier pour la mise en conformité de ses installations. La dernière échéance était novembre 2012.

Il convient d'imposer à l'exploitant par arrêté préfectoral les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation.

III- CONCLUSION – AVIS DU SERVICE D'INSPECTION

Concernant l'augmentation de la quantité de matières entrantes sur le site, l'exploitant a apporté les éléments d'appréciation nécessaires à l'appui de sa demande. Il ressort de l'examen de ces éléments

que la modification n'est pas considérée comme substantielle au sens de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement.

En effet, la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement stipule « pour l'ensemble des installations de traitement de déchets, une évolution du volume d'activité et des capacités de traitement sera examinée au cas par cas, comme pour les autres installations classées, au regard des impacts et risques générés. »

Ainsi dès lors qu'«une telle augmentation de capacité s'accompagne de dispositions visant à prévenir l'impact et les dangers de l'installation, permettant de les maintenir, voire de les réduire, et dès lors que les seuils mentionnés [...] ne sont pas franchis, des augmentations de capacités importantes peuvent être considérées comme non substantielles. »

Compte-tenu des conditions d'exploitation du site, et considérant que les impacts supplémentaires engendrés par la modification du site sont limités, l'inspection des installations classées donne un avis favorable à la demande de la société TERRALYS.

Compte-tenu de ce qui précède l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet d'Eure-et-Loir de prescrire par voie d'arrêté préfectoral complémentaire les modifications introduites par le décret n°2009-1341 du 29 octobre 2009 modifiant la nomenclature des installations classées, l'augmentation de la quantité de matières traitées sur le site et les dispositions issues de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint doit être présenté pour avis au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.